



Jens-Martin Eriksen, Frederik Stjernfelt

Le miroir de l'avenir

L'anatomie de la haine

On trouvera sans doute plusieurs causes à l'ouverture des hostilités qui ont entraîné l'éclatement de la Yougoslavie. Mais indépendamment de ces raisons, un constat s'impose: l'anatomie de la haine n'est pas simplement le produit d'une quelconque haine "ancestrale" de nature mystique; elle a été générée par des forces vives et bien actuelles. Cette anatomie est constituée, d'une part, d'un Etat en crise économique et politique et, d'autre part, de divers programmes nationalistes antagonistes qui renaissent sous une nouvelle forme à chaque fois qu'un vide apparaît dans l'Etat ébranlé. Mais ce n'est pas tout. Ces mouvements nationalistes se décomposent ensuite en organisations particulières, en individus et en actes concrets : on les retrouve à l'oeuvre dans les décisions politiques, la propagande publique, l'uniformisation des médias, les meetings populistes, chez les nationalistes dans les universités et dans diverses académies, dans toutes les décisions militaires depuis la planification des coups d'état jusqu'aux simples questions d'intendance; et on les retrouve finalement dans la direction d'unités paramilitaires composées d'éléments criminels issus des couches les plus démunies de la société – les recrues par excellence de tout mouvement fasciste. Telle est l'anatomie de la haine. Elle est par essence orientée du haut vers le bas. Il s'agit d'une véritable mobilisation, dont les acteurs sont des hommes politiques, des généraux, des rédacteurs en chef, des journalistes et des intellectuels. Ils activent leurs subalternes, tout en étant grands fournisseurs d'interprétations légitimantes susceptibles de justifier ou motiver toute action et d'assurer le soutien des masses populaires, ou à défaut leur passivité. Lorsque le nombre d'actes concrets de violence a atteint et dépassé un seuil critique, un pas décisif a été franchi et le processus devient son propre moteur. A ce moment là, il n'y a plus d'Etat, ni aucun monopole de violence indépendant, si bien que chaque citoyen se voit obligé de mettre sa vie dans les mains des représentants de son propre groupe ethnique. Cette phase aboutit à un processus de radicalisation où chaque action entreprise par le camp adverse ne fait qu'alimenter une dialectique démoniaque de surenchère. Même si l'on ne peut contester le rôle prépondérant joué par le nationalisme serbe dans ce processus – tant chronologiquement, ils furent les premiers à s'y engager, qu'en termes de puissance et de responsabilité – il n'en reste pas moins que des mécanismes analogues des deux côtés croate et musulman ont eux aussi servi à l'accélérer.

La haine part du sommet politique pour se répandre dans la population – et non l'inverse. Ce n'est qu'à partir du moment où un nombre suffisant de meurtres plus ou moins réciproques sont organisés et s'appêtent à être commis que les idéologies ethniques peuvent prendre leur essor. Il est vrai que ces dernières subsistent depuis la nuit des temps comme une sorte de patrimoine culturel sédimenté pendant plusieurs générations, et il est vrai aussi que pendant une longue période elles ont été propagées agressivement par les médias,

notamment la télévision, mais c'est avant tout la violence qui confère réellement leur pertinence à ces mythes.

Pour un Serbe, un musulman ou un Croate lambda et non fanatique, il suffit qu'un petit nombre de " confrères ethniques", parents, amis, connaissances ou voisins, soit tué pour qu'il se sente forcé ou trompeusement encouragé à faire sien l'anatomie de la haine. Il est évident qu'on définit l'ennemi par rapport à son appartenance ethnique, et que les victimes se définissent en fonction des mêmes critères. Dans la lutte acharnée pour la survie, on n'a pas d'autre choix que de se cacher, et lorsque les noms trahissent l'origine ethnique même de ceux qui ne s'en sont jamais souciés (comme Ali, le musulman, ou Marko, le Serbe), on ne trouve refuge que chez les siens. Il suffit sans doute d'un petit nombre de meurtres pour qu'une telle logique radicalise les esprits les plus pondérés et les force à choisir leur camp, sinon pour attaquer, du moins pour se défendre. En outre, on ne peut jamais être sûr de l'identité de ceux qui, dans le camps adverse, perpètrent des massacres – s'agit-il de groupes paramilitaires "importés" ou de voisins, ou bien des deux à la fois? Dans un tel contexte, il n'y a qu'un seul bien fondamental: la survie, la sécurité.

En l'absence de l'ordre indispensable au bon fonctionnement de l'Etat ainsi que de toute autorité publique capable d'assurer un minimum de sécurité, la survie devient une affaire purement privée. Ainsi, Jasmina a connu la réalité de la guerre en cherchant les restes de ses deux enfants assassinés dans la décharge de Nevesinje. La ville de Mostar n'étant plus sûre, elle s'était enfuie avec sa famille pour rejoindre sa belle-mère dans le Sud, où, selon ce qu'on disait, la paix régnait toujours et où les musulmans n'étaient pas persécutés. Ce n'était pourtant pas le cas : elle y a perdu son mari et ses enfants et a dû reprendre la fuite. Bien sûr qu'elle a cherché refuge parmi d'autres musulmans, que faire d'autre? Les meurtres radicalisent et divisent donc la population, même si ce ne sont pas les habitants eux-mêmes, mais une force extérieure qui est à leur origine – telles les brigades mobiles de paramilitaires qui formaient et armaient les Serbes locaux, les contraignant ainsi à adopter la logique de la violence.

Les meurtres commis sur les civils sont donc au coeur de cette phase du conflit. Ils constituent évidemment un moment essentiel de cette "épuration ethnique" à laquelle on a identifié le conflit, mais ils sont aussi, et bien plus fondamentalement encore, un moment essentiel de la polarisation politique de la population locale et donc un élément central de la mise en place même de l'anatomie de la haine. Or, nous l'avons vu, dans l'anatomie de la haine, nous avons affaire avec des actes concrets et des individus vivants, et ce simple constat clarifie l'enjeu. Par conséquent de nombreux crimes engagent la responsabilité personnelle de ceux qui les ont commis ou orchestrés; il suffit de consulter le site Web constamment mis à jour du TPIY à la Haye pour s'en assurer (même s'il peut être extrêmement difficile de produire des preuves irréfutables d'une politique qui d'un bout à l'autre semble avoir été menée selon la devise "rien par écrit"). Or, ici et de manière plus problématique encore, la culpabilité va au-delà de l'individu. On peut effectivement parler d'une "culpabilité collective", au sens précis du terme, car l'épithète "collectif" ne signifie nullement que tous les Serbes, Croates ou musulmans sans exception sont coupables, pas plus que tous les Allemands n'étaient coupables des crimes nazis. La dimension collective du crime concerne plutôt une pensée plus ou moins explicite prédominante dans les médias, les universités, l'armée et dans la vie politique, à qui on a donné libre cours et qui ne dépendait d'aucune décision prise par un individu en particulier. Il s'agit de courants sociaux auxquels de nombreux individus ont participé de façon plus ou moins active, et qui à ce titre ne sont pas passibles de poursuites judiciaires. Cependant, comme

le constate Svetlana Slapsak, il faudrait bien que l'on soumette ces courants, tels qu'ils se sont exprimés dans la vie politique, dans les médias et dans le système éducatif, à une analyse culturelle et à une critique rigoureuse et impitoyable. C'est d'ailleurs ce qui a été le cas en Allemagne, mais pas du tout en Serbie où, lors d'une enquête récente, pratiquement personne ne pouvait citer un seul crime de guerre commis par les Serbes, et dont le Président nie toujours l'existence de preuves irrécusables des crimes de guerre commis par les Serbes pendant le conflit. Peut-on s'imaginer une telle situation dans la République fédérale allemande six ans après la chute du nazisme?

Avec ce livre, nous avons voulu apporter notre contribution à cette critique qui ne peut être efficace ou acquérir une signification civilisatrice que dans la mesure où elle se transforme en autocritique de la société elle-même. Comme dit le juriste Vojin Dimitrijevic : il faudrait que de jeunes Serbes réalisent le film sur Srebrenica.

La société multiculturelle

Le conflit bosniaque ouvre également des perspectives à un autre niveau, cette fois-ci proprement politique, où il clarifie et pose quelques-unes des questions politiques les plus urgentes de la scène européenne.

Le "multiculturalisme" a été la devise de nombreuses forces bien intentionnées engagées dans les conflits yougoslaves – comme si la Bosnie d'avant-guerre avait été les Champs-Élysées de la tolérance mutuelle. Des sources aussi diamétralement opposées que la démocrate Svetlana Slapsak et le nationaliste Milorad Ekmečić nous ont affirmé que c'était loin d'être le cas. Bien au contraire : la Bosnie était la partie la plus stalinienne de l'ex-Yougoslavie – justement parce que tout propos nationaliste ou ethnique y était durement réprimé et que toute fonction publique était attribuée, non en fonction du mérite mais selon une vision du politiquement correct, sorte de version radicale de l' "affirmative action" américaine, qui minait bien naturellement la confiance que l'on pouvait accorder aux fonctionnaires d'état et à leur compétence. C'est pourquoi toute la misère ex-yougoslave pose de façon aiguë la question du multiculturalisme et de la coexistence ethnique, voire du rapport entre démocratie et culture.

Une société multiculturelle est souvent considérée comme un phénomène particulièrement "démocratique" : elle est l'emblème même des droits égaux qu'ont toutes les cultures à chercher leur épanouissement sur terre; il s'agit en quelque sorte d'une transposition de la démocratie comme principe régissant le rapport entre les hommes en principe réglant le rapport entre les cultures. Or, les guerres en Bosnie nous apprennent que le multiculturalisme est en opposition criante à des valeurs démocratiques telles que l'inviolabilité de l'individu, les droits de l'homme et l'égalité devant la loi. En effet, multiculturalisme veut dire coexistence de plusieurs cultures dans une même société, et si ces cultures octroient certains droits à leurs membres et seulement à eux, il s'ensuit que les membres des cultures voisines en sont *ipso facto* privés. Par conséquent, le multiculturalisme est plutôt le signe annonciateur de la dissolution d'une société déjà en déclin, bientôt suivi par la ségrégation et la division en nations séparées. Le cas du multiculturalisme montre également que le revers de la tolérance apparente – comme l'exprime Zygmunt Bauman dans son ouvrage *Communitas* – est le droit qu'à chaque culture de se désintéresser radicalement des autres groupes culturels. L'étape suivante consiste donc à se désengager des enjeux généraux et des valeurs communes de toute société au profit de son propre groupe culturel, ce qui entraîne la

déchéance des pratiques sociales courantes et des conventions civiles. Et pour finir, lorsque dans un tel contexte un conflit éclate entre les groupes présents, ces derniers ne disposent d'aucun autre moyen d'arbitrage que la violence, toutes les procédures civiles et démocratiques normalement en vigueur ayant depuis longtemps été mises hors jeu.

Comment ce multiculturalisme tellement en vogue peut-il être aussi naïf? Le cas de la Bosnie nous livre un élément de réponse : c'est l'incapacité de concevoir l'Etat autrement que comme un moyen d'assouvir les intérêts des différents groupes ethniques, religieux ou nationaux. Ce qui a d'abord rendu possible la tragédie en Bosnie est, en effet, le dépérissement de l'Etat. Non pas au sens utopique d'un certain lyrisme marxiste, mais au sens fondamental et concret, car, dans cette période critique, les pouvoirs publics de l'Ex-Yougoslavie ont perdu toute autorité et, par conséquent, toute capacité d'assurer la sécurité de leurs citoyens. Profitant du vide laissé par ce manque d'autorité publique, les divers groupes nationaux ou religieux ont pu alors poursuivre leurs projets fanatiques avec plus ou moins de succès et de puissance; et ce qui ressemblait d'abord à une action effectuée dans la continuité du système d'attribution communiste, avec sa distribution multiculturaliste des fonctions d'état entre les trois groupes en présence, a vite fait de finir en guerre dont l'enjeu était le butin représenté par le pays en perdition.

L'intervention occidentale, arrivée bien trop tard, était naturellement censée ne soutenir aucun de ces projets, mais au contraire rétablir un pouvoir central capable d'empêcher des actes de violence à l'encontre des civils. Pour le dire avec Max Weber, il aurait dû rétablir le monopole de violence légitime dans le territoire et, en tant que pouvoir souverain, proclamer l'état d'urgence (au sens de Carl Schmitt) afin de pacifier et, à long terme, démocratiser le territoire. La véritable naïveté du multiculturalisme consiste à ne saisir ni le rôle de l'Etat, ni celui de la société civile. Le multiculturalisme considère la société comme une série de cultures juxtaposées, sans comprendre que celles-ci doivent également constituer un tout, un fondement normatif et collectif de valeurs, sur lequel la société dans son ensemble doit pouvoir reposer. Or, un Etat démocratique moderne n'implique pas seulement des procédures formelles d'élection, mais aussi une culture démocratique. Il est certes relativement difficile de conceptualiser ce qu'il en est de cette "culture " démocratique, justement parce qu'elle n'est pas une culture au sens "ethnologique" : contrairement aux cultures exotiques du "multiculturalisme, elle n'exalte pas un certain nombre de valeurs, dieux, mets nationaux, costumes archétypiques, légendes, etc., .

Sa neutralité à l'égard de toutes ces "valeurs ", qui remonte aux premiers Etats éclairés et à leur désengagement des valeurs religieuses (cf. Frédéric le Grand qui affirmait ne soutenir ni Rome, ni Genève), risque fort de donner à la culture démocratique une image terne et peu sexy. Or, c'est là justement son point fort : chacun y apportera ses propres nuances. La culture démocratique part du principe qu'il existe une "opinion publique éclairée" permettant aux électeurs démocratiques de s'orienter correctement dans l'espace public avant de voter. Les démocraties actuelles auraient sans doute du mal à s'accorder sur la définition précise d'une telle "opinion publique éclairée", mais il n'en reste pas moins qu'un minimum de facteurs déterminants semblent être communément admis : la scolarité dans un système éducatif coordonné et garantissant un certain niveau d'instruction; des universités indépendantes à même de former une élite savante, capable à son tour d'assurer un débat public d'un certain niveau; une presse sérieuse et plurielle; des associations libres permettant aux citoyens de promouvoir leurs intérêts; une armée et une police

qui assurent le contrôle du territoire et la sécurité des citoyens dans le respect des valeurs démocratiques; une économie garantissant aux citoyens un niveau de vie décent. Fondamentalement, ces éléments n'étaient pas réunis en ex-Yougoslavie : ici, il y avait un système éducatif consacré à l'idéologie "partisane", des universités soumises au contrôle d'abord communiste, puis nationaliste, une presse et une télévision largement soumises au contrôle ou à la terreur du gouvernement, des restrictions commerciales, une armée politisée en compétition avec des forces paramilitaires également politisées, une police divisée en fractions commandées chacune par son pouvoir politique, une économie déficiente et endettée ... Une telle société ne peut qu'aller droit dans le mur en tant que société au sens moderne et démocratique du terme. Et il ne faut pas s'attendre à ce qu'un affaiblissement du pouvoir central dans un Etat de ce type mène automatiquement à la démocratie. C'est en effet une illusion répandue parmi les plus naïfs des défenseurs de la démocratie que de croire que la disparition ou le déclin d'une dictature entraîne nécessairement l'épanouissement de la démocratie, comme si elle était simplement un "état naturel" jusque là opprimé. Le cas de la Bosnie nous apprend tout autre chose : contrairement à ce que pensent ces disciples naïfs de la démocratie, celle-ci n'est pas un état naturel qui reprend sa croissance dès que ses ennemis s'affaiblissent. La démocratie est plutôt une construction extrêmement sophistiquée qui au-delà de son fondement essentiel – la procédure d'élection neutre et formelle – dépend de nombreux constituants sociaux, politiques, militaires, économiques et culturels.

Or le multiculturalisme ignore ce fait; dans sa naïveté anthropologique sans limite, il se désintéresse de la presse, de l'armée, de la police, de l'éducation, de l'économie, etc. Le multiculturalisme suppose que le concept de la culture est supérieur à celui de la société, et que la culture se résume à différents systèmes de valeurs juxtaposés. Et qui sommes-nous pour tenter d'imposer notre système de valeurs occidentales aux autres, *a fortiori* à ceux qui sont très différents de nous?

Le multiculturalisme exalte une notion de la culture si large que *la culture occidentale*, dans toute son ampleur historique, géographique et démographique et avec toutes ses variations internes, est assimilée à des "cultures" anthropologiques composées de quelques centaines de personnes. Or, l'intérêt que présente l'universalisme de la culture occidentale laïque est d'être l'un des seuls concepts viables qui permettent réellement aux différentes cultures ethniques de coexister. Pourquoi? Uniquement parce qu'il n'a cessé d'affirmer, de façon intransigeante, la valeur universelle de ses exigences démocratiques. C'est pourquoi il exige des cultures cohabitant dans la société démocratique quelque chose d'essentiel, à savoir qu'elles acceptent ces mêmes contraintes. Libre à ces cultures d'adorer les dieux qu'elles veulent comme elles le veulent, d'avoir leurs usages vestimentaires, gastronomiques, littéraires ou leurs propres noms – du moment qu'elles ne compromettent pas les conditions démocratiques, car la démocratie et l'universalisme ne peuvent faire aucune concession à une culture "ethnologique" quelle qu'elle soit. C'est à ces cultures de s'adapter à la démocratie, non l'inverse. Par conséquent, il faut abandonner l'idée qu'il puisse y avoir des droits collectifs – telle qu'elle s'exprime dans les revendications éternelles et divines des Serbes sur le Kosovo, les rêves de l'Etat vertueux des musulmans bosniaques ou encore dans la guerre sainte contre les valeurs occidentales des imams en Europe, bref: on ne peut accorder des droits spécifiques aux individus en fonction de leur seule origine ethnique. Cet universalisme exige au contraire de reconnaître la liberté personnelle totale et inviolable de chaque individu quelles que soient ses normes religieuses et son origine. Il faut reconnaître au chrétien le droit de se convertir à l'Islam

ainsi qu'au musulman d'avoir un comportement blasphématoire et de quitter l'Islam.

L'accès à la société démocratique demande un gage, certes modeste, mais primordial : que l'on renonce à l'idée d'être le peuple élu, un groupe privilégié, une nation sainte – au moins dans ce bas monde. Ce genre de rêves appartient à l'au-delà. Cela peut paraître incongru d'insister, encore aujourd'hui, sur ces principes élémentaires des Lumières, mais le travail de sape entrepris par l'idéologie multiculturelle rend ce rappel indispensable.

Dans sa naïveté, le multiculturalisme transforme le concept de la culture en catégorie religieuse, en une présupposition fondamentale qu'il lui est impossible de remettre en question. Bien que le multiculturalisme soit en quelque sorte une méta-religion, elle-même remplie de religions traditionnelles non assimilées, il n'en est pas moins une superstition irrationnelle. Comme Zygmunt Bauman l'a justement fait remarquer, le culturalisme possède exactement la même structure que le racisme : tous les deux segmentent l'humanité en groupes statiques repliés sur eux-mêmes et privés du droit de se mêler des affaires des autres. Là où le racisme a abusé de la biologie pour effectuer ses segmentations, le culturalisme abuse de l'anthropologie. De ce fait, le multiculturalisme et le racisme partagent la même an-historicité. Les "cultures" sont considérées comme des biens en soi parce qu'elles sont considérées comme établies une fois pour toutes et pour l'éternité. Tout ce qui relève de la "culture" devient ainsi digne d'être conservé et une valeur en soi. Or en fin de compte, cette vision est celle du touriste devant des cultures exotiques qu'il apprécie comme un ingrédient piquant et intéressant de ce monde, une sorte d'épice. Rien ne saurait mieux caractériser le multiculturalisme d'aujourd'hui que cette constatation cynique de Carl Schmitt, datant de 1932 : "Dans une Europe déboussolée, une bourgeoisie relativiste tentait de faire de toutes sortes de cultures exotiques l'objet de sa consommation esthétique." Mais il a y une vision de l'homme plus cynique encore, à savoir celle qui considère les cultures de l'homme comme autant de phénomènes atemporels, repliées sur elles-mêmes et devant rester invariables justement pour mieux nous permettre de faire l'expérience esthétique d'un monde "multiple".

Les cultures sont des machines à penser constamment engagées dans des échanges plus ou moins enrichissants avec d'autres cultures et en développement permanent selon le type de problèmes qu'elles rencontrent. Nier ce fait et affirmer le caractère inviolable et éternel des cultures génère les fausses interprétations récurrentes à propos de la "haine ethnique ancestrale", etc. selon lesquelles la guerre en Bosnie était inévitable parce que les musulmans s'étaient déjà convertis sous l'Empire Turc et que le nationalisme serbe est vieux de 200 ans. Soit, mais bien d'autres nationalismes sont tout aussi anciens, voire davantage, sans pour autant avoir engendré de telles catastrophes. Ceux qui ont recours à ce genre d'explications culturelles adoptent une vision presbyte et ignorent ainsi les causes parfaitement actuelles de la guerre : un conflit d'intérêts surgi entre personnes vivant aujourd'hui et agissant en connaissance de cause (des êtres qui se sont aussi, bien entendu, armés d'une version réactualisée de tous les mythes et idéologies nationaux qu'ils avaient sous la main).

Le cas de la Bosnie illustre également vers quel "point faible" des démocraties actuelles cette idéologie irrationnelle a dirigé son attaque, à savoir l'assimilation irréfléchie de nationalité et de démocratie. Celle-ci remonte à la Révolution française où la propagation des valeurs démocratiques par les

armées révolutionnaires de Napoléon allait de pair avec le nationalisme français. L'idée s'est renforcée grâce au fait qu'un Etat national homogène et pourvu d'une unicité linguistique constitue une base utile pour une opinion publique et démocratique. Or, nationalisme et libéralisme politique ne sont unis par aucun lien interne. Leur corrélation est due au fait que dans beaucoup de territoires européens au 19^{ème} siècle, l'accès à la démocratie et la prise de conscience nationale sont passés par le même chemin – à savoir, l'émancipation de l'un ou l'autre des grands empires pré-démocratiques qui dominaient encore le continent jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Les différents degrés de déviance propre aux trois "nationalités" présentes en Bosnie rendent évident le divorce entre nationalisme et démocratie – tout comme le fait qu'à Belgrade, l'opposition fondamentale n'est pas celle qui sépare la droite de la gauche, mais celle entre nationalistes et démocrates dont les communautés ne se côtoient quasiment pas. (Il ne faut pas en tirer de mauvaises conclusions ici : nous ne disons pas qu'il soit impossible de développer un nationalisme sur des bases démocratiques, mais que chaque nationalisme est tenu à payer le même gage que celui qu'on exige des musulmans radicaux, des chrétiens intégristes et de toute autre communauté quelle qu'elle soit.)

C'est pourquoi des personnages aussi radicalement différents que la démocrate intransigeante Sonja Biserko à Belgrade et un moine paranoïaque du sud de la Serbie s'accordent sur le constat suivant : l'ex-Yougoslavie est un laboratoire pour un genre de conflit déjà en ébullition ailleurs en Europe, là où les idéologies régionales et nationales gagnent du terrain, là où de grands contingents de musulmans pauvres, sans instruction et non intégrés sont réduits à vivre en marge de la société. Certes, la démocrate et le moine disent vrai pour des raisons diamétralement opposées : le moine pense que les conflits toucheront aussi l'Europe occidentale parce que la conspiration mondiale, dont la Serbie aurait été victime, choisira ensuite des cibles plus importantes; Biserko considère, quant à elle, que les structures du nationalisme radical vont se reproduire et se multiplier – y compris sous forme de théories de conspiration comme celle du moine paranoïaque. Car c'est cela même l'envers du multiculturalisme : lorsque nous avons perdu la base commune à tous les groupes "culturels", il ne nous reste qu'à forger des histoires sur "les autres" et à ourdir des théories de conspiration.

Mais alors, objectera-t-on immédiatement, que faites-vous de la liberté de penser, de l'égalité en droit des différents points de vue? Bien entendu, la démocratie tolère que ses citoyens adoptent les opinions de leur choix – cela découle du concept essentiel de liberté d'expression, de culte et d'association. Mais, cela ne peut pas impliquer que la démocratie doive accepter sa propre abolition si une majorité dans l'Etat juge bon de voter en faveur d'idéologies national-socialistes, communistes, islamistes, nationalistes de la Grande Serbie ou d'autres idéologies antidémocratiques. L'important n'est pas de savoir si une majorité a voté pour de telles idées, mais de savoir si ses représentants sont prêts à préserver les institutions démocratiques et, le cas échéant, à quitter leurs fonctions si ultérieurement une majorité en décide ainsi (et, de manière générale, s'ils sont prêts à garantir les conditions requises pour une culture démocratique). Etre démocrate ne veut pas dire endosser une anthropologie optimiste et naïve selon laquelle l'Homme est bon par essence (et la démocratie donc une conséquence naturelle de cette bonté intrinsèque). Une démocratie stable devrait plutôt reposer sur une anthropologie pessimiste selon laquelle l'Homme n'est ni bon, ni mauvais par nature, mais peut devenir généreux ou cruel en fonction des circonstances. Sur de telles bases, la démocratie doit

s'attendre au pire – elle doit connaître l'anatomie de la haine pour pouvoir anticiper et réagir convenablement. Même si les citoyens d'une démocratie disposent du droit absolu d'adopter toutes sortes d'opinions antidémocratiques, l'Etat démocratique dispose, lui, du droit absolu, ou plutôt du *devoir* absolu de surveiller de tels citoyens par le biais de ses services secrets. Comme tout autre type d'Etat, l'Etat démocratique possède un noyau souverain à qui il incombe d'assurer la survie de l'Etat lui-même et de ses citoyens, car celle-ci est la condition sine qua non de la pérennité même de la démocratie.

Sous un angle plus concret, le cas de la Bosnie remet en question la politique extérieure de l'UE. Aujourd'hui, la gestion de l'UE paraît extrêmement déplorable. Quatre années durant, une guerre totale a pu se dérouler dans l'arrière-cour même de l'UE, avec camps de concentration et extermination de civils, etc., sans autre intervention européenne que la délégation de divers diplomates et médiateurs impuissants – et de surcroît avec la mise en place délibérée, notamment par l'Angleterre, d'un considérable écran de fumée servant à cacher l'étendue de la terreur aux yeux du monde. A cela s'ajoutent les tensions entre les pays membres de l'UE, et notamment les parti-pris à peine voilés de l'Allemagne et de la France en faveur respectivement de la Croatie et de la Serbie. Et au bout du compte, le fait humiliant que les Etats Unis ont dû intervenir et tirer les marrons du feu pour la troisième fois au 20ème siècle. Or, contrairement aux deux premières, où la situation en Europe était pour le moins précaire et représentait une menace réelle pour la paix mondiale, il s'agissait cette fois-ci d'une situation autrement honteuse, dans la mesure où l'UE disposait réellement des ressources militaires pour faire le nécessaire. (Soit dit en passant, l'intervention des Etats-Unis n'était pas en tous points irréprochable, comme nous le rappelle le soutien américain à la brutale "Opération Tempête" des Croates en 1995, qui a permis de chasser tous les Serbes de la partie croate de la république Krajina, sous le regard bizarrement impassible de l'armée serbe.) L'affaire a démontré qu'en réalité, l'UE opère sous l'égide des Etats-Unis – mais comme "l'école réaliste" de la politique internationale l'a toujours su, toute protection a son revers : la servitude. La force militaire ne suffit pas s'il elle n'est pas accompagnée d'une politique extérieure concertée – une arme européenne, par ailleurs hautement souhaitable, munie de corps d'intervention immédiatement mobilisables et toute la logistique nécessaire, ne servirait bien sûr à rien si elle n'était pas soutenue par une politique extérieure viable. Une intervention militaire ne se résume pas à une sanction technique, au contraire, elle doit être exécutée sur la base d'une décision politique. Même dans cette situation, où l'enjeu pour l'UE semble évident – à savoir mettre fin à un génocide perpétré à l'intérieur de sa propre sphère d'influence et éviter de créer un précédent de guerres nationalistes en Europe de l'Est – même dans cette situation, l'UE n'a pas su élaborer une politique extérieure commune, d'une part à cause des intérêts antagonistes au sein de ses pays membres et de l'autre à cause de l'absence d'une structure institutionnelle dans l'Union capable d'arbitrer le conflit entre ces intérêts. Or, dans l'ère post-guerre froide, il n'est pas franchement rassurant à long terme que les Etats-Unis tiennent le rôle de la seule superpuissance mondiale. Sur le plan économique, l'UE est depuis longtemps une géante, mais sur le plan politique, elle reste naine. Cette disparité ne sera surmontée que lorsque l'Union aura la possibilité d'élaborer une politique extérieure commune étayée par une force militaire.

Mélodrame et cynisme

Dans un scénario où la démocratie en tant que culture (au sens restreint défini plus haut) se heurte à des particularismes et à des fondamentalismes qui

revendiquent toutes sortes de droits collectifs, un certain nombre de schémas de compréhension se sont avérés caducs.

Ce livre doit son existence à l'inquiétude que chacun de nous a ressentie vers 1992–1993 en comprenant qu'un système concentrationnaire et un génocide prémédité avaient été mis en oeuvre au coeur de l'Europe au nez et à la barbe des principaux acteurs politiques internationaux paralysés : l'UE, l'OTAN et les Etats-Unis. Pire encore, il s'est avéré par la suite que la France et l'Angleterre avaient activement cherché à cacher l'ampleur de la catastrophe à leurs populations pour ne pas être forcées à intervenir. Cette inquiétude s'est transformée en un sentiment de solitude politique et de désespoir lorsque la plupart des intellectuels européens ont commencé à manifester une passivité analogue à celle de l'establishment politique. Dans le présent livre, notre intention principale a donc été de dénoncer la complicité intellectuelle dans la catastrophe des Balkans – mais également de comprendre pourquoi tant d'intellectuels européens à l'extérieur des Balkans ont été mis en échec moralement par la catastrophe – ou alors, s'ils ont effectivement analysé la catastrophe, pourquoi l'ont-ils fait selon des catégories ou des schémas de pensée aussi scandaleusement insuffisants?

L'un de ces schémas est celui de la partie innocente. D'après ce schéma, l'homme politique ou l'intellectuel censés se faire une opinion sur un conflit doit d'abord s'efforcer à identifier une "partie innocente", pour ensuite calibrer son point de vue en conséquence. Il s'agit donc de "sympathiser" avec la partie innocente et de s'opposer aux autres, les parties "coupables". Ce schéma existe en plusieurs variantes. L'une d'elles, d'inspiration marxiste, recherche la partie "progressiste" dans chaque conflit. En l'occurrence, ce schéma est surdéterminé par un autre schéma plus général qui conçoit tout événement dans le monde comme un produit de la lutte entre exploiters et exploités, entre parties réactionnaires et parties progressistes. Selon cette approche, tout conflit doit être l'objet de ce qu'en ancien marxisme on appelait une "analyse situationnelle" qui permettrait d'identifier la vision "progressiste" du conflit. Comme cette méthode ne s'appliquait pas au cas de la Bosnie, les intellectuels de gauche en Europe ont visiblement décidé de conclure que le conflit ne justifiait aucune prise de position ni intervention et qu'il fallait laisser sa rage s'épuiser toute seule.

Or, ce schéma – l'idée d'une partie bonne/innocente/progressiste – est fondamentalement mensonger. Dans un conflit, aucune partie n'est parfaitement bonne ou innocente, et il est ridicule de vouloir scander l'histoire comme une suite de luttes de BD entre forces réactionnaires et forces progressistes. En réalité, ce schéma relève du mélodrame, mais son caractère comique ne l'empêche pas d'occuper encore aujourd'hui une place importante dans la petite cuisine intellectuelle. Si, dans un conflit, on arrive à identifier une partie "avec qui marcher", sa complexité se trouve d'un coup réduite à celle d'un match de football ou d'un conte de fées, ce qui permet à chacun de voir se refléter sa propre splendeur vertueuse dans l'eau de l'heureux élu. Dans certains cas, on peut même tirer un profit personnel d'une telle prise de position, car elle confère à l'observateur une certaine noblesse – il devient ce que Svetlana Slapsak, avec un sarcasme de circonstance, appelle un "des saints des petits nations" (cf. Svetlana Slapsak, "La machine populiste"). Elle donne en exemple Alain Finkelkraut, Bernard-Henri Lévy et Peter Handke et leur engagement respectif aux côtés de la Croatie, la Bosnie et la Serbie – ce qui leur a valu à chacun d'être acclamé, encensé et de jouir de certains privilèges dans les pays concernés : Slapsak considère cette attitude comme un choix politique fait par une incarnation du Prince Vaillant derrière lequel on trouve le

narcissisme propre à celui qui cherche à identifier une partie innocente pour d'autant mieux s'y mirer.

De nombreux intellectuels ont évidemment su identifier la nature de ce schéma. Avec une malheureuse conséquence : désillusionnés, ils ont conclu à la culpabilité de toutes les parties. Ils se sont bien rendus compte qu'en temps de guerre toutes les parties sont cruelles, et ils ont ensuite court-circuité le raisonnement en sautant directement de l'invalidité du schéma de "la partie innocente" à la conclusion que toutes les parties sont aussi coupables l'une que l'autre. Il y a dans ce second schéma la même coquetterie feinte que chez l'amoureux éconduit qui, promis juré, ne veut plus jamais entendre parler des femmes. C'est une attitude cynique qui plaît beaucoup aux journalistes machos. Dans la mesure où à partir d'un certain moment on ne pouvait plus raisonnablement mettre en doute le fait que c'étaient les Serbes qui avaient déclenché la guerre et commis la majorité de massacres, ce schéma a surtout été exploité par les pro-Serbes, souvent associé à des expressions telles que "la guerre civile", "une haine ethnique ancestrale" et "les forces présentes dans la guerre". Il sous-tendait les innombrables discours sur la grande "complexité" du conflit et la nécessité d'adopter une vision "nuancée" – ce que l'on ne faisait évidemment pas. Bien au contraire, le discours sur la complexité du conflit a servi comme argument contre tout effort de compréhension cherchant à saisir l'anatomie interne du conflit, et contre l'idée qu'une quelconque intervention puisse y mettre fin.

Pour le grand malheur des intellectuels européens et des responsables politiques, pour ne pas parler des victimes de la guerre, ces deux schémas ont été considérés comme les seuls moyens de comprendre le conflit. Si l'on n'arrivait pas à "être pour" l'une des parties, il fallait conclure qu'il s'agissait d'une "guerre civile" où toutes les parties étaient coupables. La vérité est bien sûr ailleurs. Aucune des parties était coupable – et pourtant l'une d'elles, les agresseurs serbes, a perpétré la première extermination, la plus importante et la mieux organisée, des populations civiles de son ennemi. Les deux schémas pouvaient servir à voiler ce simple fait. Car – chose étonnante – au fond, les deux schémas antagonistes ont plusieurs présuppositions déterminantes en commun. Ils parlent tous les deux en termes de "parties", sans jamais remettre en question cette notion. Ils parlent de "Serbes bosniaques" et de "musulmans bosniaques" en entendant par là à la fois les élites politiques, les instances de pouvoir et les populations de ces groupes. Or, supposer l'existence de telles "parties" homogènes et clairement définies est un préjugé nationaliste. Le fait même que l'on puisse les identifier est une conséquence de l'effondrement de la société et de la dissolution du monopole de violence de l'Etat. En premier lieu, tout rassemblement au-delà d'une certaine limite est le siège de conflits internes – comme le SDA, qui va du fondamentalisme extrémiste à la démocratie véritable, ou comme les Serbes bosniaques qui regroupent toutes sortes de personnages depuis Radovan Karadzic jusqu'à Djordje Slavnic. Ensuite, on ne peut pas identifier un groupe à ses dirigeants politiques, *a fortiori* dans un cas comme l'ex-Yougoslavie où la démocratie était pour le moins chancelante.

C'est pourquoi la sympathie ou l'antipathie à l'égard des dirigeants politiques de l'une ou plusieurs des parties ne peut pas automatiquement être étendue aux populations correspondantes. Car le criant besoin d'intervention occidentale en 1992 était bien entendu justifié par le génocide prémédité des musulmans bosniaques. Dans ce contexte, la question de savoir si les victimes étaient ou non dignes de sympathie ou dans quelle mesure elles soutenaient l'islamisme radical d'Izetbegovic est parfaitement incongrue. Le fait de condamner sans

réserve des persécutions n'implique nullement qu'il faille ensuite glorifier les opinions politiques des victimes, ni même être d'accord avec eux – ainsi que le supposent nos deux schémas. Si l'intervention occidentale était justifiée, ce n'était donc pas parce qu'il fallait soutenir une partie aux dépens de l'autre, mais parce qu'il fallait mettre un terme au conflit et rétablir le monopole de violence pour que cessent les meurtres de civils innocents – dont bon nombre s'étaient octroyé le droit démocratique le plus luxueux : ne pas prendre parti.

La seconde présupposition partagée par les deux schémas est l'idée que le méfait de l'un efface celui de l'autre. Souvent, la réalité de la guerre nous contraint à ce genre de raisonnement : nous devons contre-attaquer parce que l'ennemi nous attaque. Or, pour l'observateur étranger, ce raisonnement ne saurait se traduire en une comptabilité morale dans laquelle les camps de concentration des uns justifieraient ceux des autres – et c'est pourtant ce qu'on a bien trop souvent entendu: *mais chez les Croates, il y avait bien un Dretelj, et chez les Bosniaques un Celebici!* Sous-entendu : l'existence de Dretelj justifiait et rendait légitime le système concentrationnaire des Serbes. Indépendamment du fait que les camps serbes étaient les premiers en place et les plus grands, cet argument du genre "oeil pour oeil, dent pour dent" est parfaitement inadmissible. Pour l'observateur étranger, il est impossible de soustraire deux camps de concentration l'un de l'autre et ainsi arriver à zéro, juste parce qu'ils sont situés chacun de son côté de la ligne de front. Bien au contraire : en matière de camps et de massacres, 1 plus 1 font 2. Car en s'intéressant exclusivement aux "parties présentes", quel que soit le schéma qui lui était cher, l'intellectuel s'est surtout dispensé de faire sien le point de vue du citoyen civil. Et de ce point de vue, aucun massacre ne compense aucun autre – il ne fait qu'en rajouter un aux précédents.

En outre, les deux concepts ont en commun leur conception vague de la notion de "culpabilité". Certes, lorsqu'une guerre éclate, il est souvent très compliqué de savoir qui en est le "coupable". Il est cependant possible, comme l'observe Vojin Dimitrijevic, d'employer la notion de "culpabilité" de façon tout à fait différente et bien plus empirique – une façon qui fait abstraction de la question de savoir qui a commencé. Il suffit de se demander quels ont été les moyens employés. C'est en effet à partir de cette question que travaille le Tribunal de la Haye, et c'est justement pour cette raison qu'il est tout autre chose qu'une "Justice du vainqueur", même s'il est devenu à la mode de l'affubler de ce nom. La Convention de Genève et, après la Seconde Guerre mondiale, le Tribunal de Nuremberg ont établi un ensemble de normes devant régir le comportement en temps de guerre. Ce code permet de juger de façon neutre et juridique tout acte individuel, qu'il ait été effectué sur le champ de bataille ou dans les sommets militaire et politique. Ces normes s'appliquent à tous les côtés et à toutes les "parties" engagés dans la guerre, et c'est cette notion de "culpabilité" que les deux schémas de compréhension semblent prédisposés à ignorer. Qui plus est : un aspect central de cette question concerne justement le comportement envers les civils.

Curieusement, aucune fascination intellectuelle ou motivation morale ne semblent favoriser l'adoption du point de vue du citoyen civil. L'intellectuel s'émerveille de voir "les forces présentes" se déplacer telles des pions sur un grand échiquier, il est ravi de pouvoir investir, transférer ou retirer sa solidarité envers les grandes unités d'une des parties au fur et à mesure qu'elles se déplacent et nous régaler d'intrigues plus ou moins divertissantes. L'intellectuel s'émeut des grands mouvements historiques, de peuples entiers sacrifiés, d'Etats qui ouvrent fièrement les portes de l'avenir, de passions ethniques ancestrales, de soulèvements spontanés, de milices indisciplinées et

de projets utopiques. L'intellectuel est fasciné par la possibilité de voir ses rêves ou son cynisme reflétés dans de tels scénarios. Or, il oublie que ces actes dans lesquels il investit ses rêves portent atteinte aux individus, dont les droits sont plus fondamentaux que tous les droits collectifs, nationaux, historiques ou folkloriques.

Published 2004-06-08

Original in Danish

Translation by Peer Bundgaard

© Eurozine

© Jens-Martin Eriksen

© Frederik Stjernfelt